

DÉBAT PUBLIC – BRANCHÉ SUR DEMAIN : LE RESEAU ELECTRIQUE EN DEBAT

Synthèse des contributions à la plateforme participative

Janvier 2026

La participation

La plateforme participative a accueilli une **participation très faible au cours de ce débat**, avec 24 contributions seulement déposées sur le forum de discussion. **57 questions** ont par ailleurs été posées directement par les participants sur le système questions-réponses (SQR). Ces cinquante-sept questions ont été posées **par 26 auteurs et autrices différents**, l'usage du SQR est donc cohérent avec celui de la plateforme de dépôt des avis. Parmi ces questions, **treize ont été posées par le même représentant associatif**, membre d'une association de défense de l'environnement locale, qui se préoccupe particulièrement de l'impacts des parcs éoliens offshore.

A ce jour, onze de ces cinquante-sept questions n'ont pas encore reçu de réponse (voir le document à venir « synthèse du SQR, où seront identifiées l'ensemble des questions en attente de réponse).

Ce document inclut des citations tirées :

- du forum de discussion, où sont déposés des avis (en bleu-vert) ;
- du SQR (en bleu clair).

Compte tenu du faible nombre d'avis et de questions posés, il est **difficile de dégager des tendances collectives**.

A noter : Nous ne traiterons pas ici les questions posées au cours des différentes rencontres, réunions et webinaires du débat, retranscrites par l'équipe du débat et le secrétariat général dans le SQR. **Seules les contributions déposées directement par des internautes sont analysées au sein de ce document.**

Les arguments

Le rôle des énergies renouvelables (ENR) est abondamment débattu, en lien (selon leurs détracteurs) avec des mécanismes européens jugés injustes pour la France. La notion de sobriété est évoquée, ainsi que des thèmes relatifs, entre autres, à la sécurité du réseau, ou encore au stockage de l'électricité. Les prévisions sur lesquelles se basent les hypothèses de dimensionnement du réseau ont également fait l'objet de questions et de commentaires.

Des associations s'inquiètent des impacts locaux des infrastructures (plutôt sur le paysage dans les avis déposés sur le forum, plutôt sur la biodiversité dans les questions déposées sur le SQR). Quelques remarques concernent le débat public, marqué par un fort degré d'incertitude et la technicité des sujets.

Enfin, le SQR a permis à des participants d'approfondir quelques points particuliers, parfois sur des aspects très techniques.

Appels à repenser la stratégie énergétique pour la réorienter vers la sobriété

Certains participants insistent sur la notion de sobriété, qui devrait être selon eux la base de toute réflexion sur l'énergie. Ce critère leur paraît ainsi très insuffisamment pris en compte dans les réflexions actuelles. Pour certains, il conviendrait ainsi de dimensionner le réseau de sorte à favoriser cette sobriété, plutôt que de raccorder toutes les demandes. Cela nécessite donc une réflexion collective sur les usages.

» « Le dimensionnement en puissance de raccordement du réseau de transport agit de fait comme un levier de sobriété, donnant une limite aux connexions, et donc forçant à s'interroger sur le partage de la ressource en énergie et en puissance. (...) Aussi, il me semblerait nécessaire de questionner l'augmentation des niveaux de puissance de raccordements de consommateurs finaux, et d'offrir des choix collectifs aux territoires sur ce qui semble opportun de raccorder ou non, au lieu de raccorder par défaut tout consommateur. »

» « Alors que l'urgence climatique n'est plus à démontrer, la planification énergétique, censée organiser la transition vers un avenir décarboné, prend un virage révélateur : au lieu de privilégier les solutions sobres, locales et démocratiques, elle consacre l'essentiel de ses orientations à des projets industriels lourds, centralisés et discutables. L'hydrogène « bas carbone » issu du nucléaire, l'implantation de méga data centers ou le renforcement du réseau électrique à Très Haute Tension (THT) sont ainsi érigés en priorités, au mépris de la cohérence écologique, économique et sociale. (...) Il est encore temps de changer de cap. Mais cela suppose d'écouter les citoyens, les associations, les scientifiques indépendants. Cela suppose d'oser une véritable bifurcation, fondée sur la sobriété, la relocalisation, et la coopération. Une autre planification énergétique est non seulement possible : elle est indispensable. »

Critiques des stratégies européennes basées sur les énergies renouvelables, dans lesquelles la France se trouverait lésée

Les énergies renouvelables sont critiquées par plusieurs internautes, pour plusieurs raisons. La première d'entre elles concerne leur intermittence, qui fait pour certains peser une menace sur la stabilité du réseau. Le black-out connu récemment par l'Espagne est plusieurs fois cité en exemple. Certains accusent également les ENR de dégrader la production nucléaire, alors que celle-ci suffirait à elle seule à procurer une énergie décarbonée. Des

participants réclament la **fin des subventions à ces énergies**, ce qui permettrait, d'après eux, de faire apparaître leur coût réel.

” « Sur les puissances au pas de 30 minutes, le maximum du facteur de charge de l'éolien a été de 74,1 % et le minimum a été de 2,1 % ! Ces variations importantes entraînent des contraintes très fortes pour l'équilibre du réseau électrique. On peut noter un décalage dans le temps certains jours entre la production terrestre (ensemble de la métropole) et la production en mer (façade ouest) selon la direction du vent. Le nombre croissant d'heures de prix SPOT négatifs, qui entraîne des écrêtements des productions intermittentes, se développe de façon inquiétante et RTE commence à s'en soucier pour les impacts sur la stabilité en fréquence du réseau ! Cette priorisation en devient grotesque et dangereuse à la fin. »

” « Tout écart de fréquence est normalement, dans un système vertueux ou les voyous sont absents, compensé immédiatement par toutes les machines raccordées et de façon proportionnelle. Or pour des raisons à la fois techniques, vent et soleil ne sont pas directement raccordés en phase avec le réseau électrique, et politiques surtout, poussés par la réglementation Européenne dite verte obligation d'achat et dispense de participer à la stabilité du réseau (ou sécurité du réseau), cela semble progresser contre royalties fait l'objet d'une autre question. On peut plus que raisonnablement penser qu'avec une telle production l'Espagne et Le Portugal n'avaient pas assez de machines pilotables tournantes, qui apporte de la résilience, raccordées pour compenser un aléa forcément prévisible. »

” « Non seulement le développement massif des Enri n'a rien apporté sur le Co², mais sollicite hors norme le parc nucléaire, un outil d'excellence à préserver au plus, et provoque des usures prématurées qui génère plus de complication pour pallier les effets délétères de la production erratique, qui n'est pas induite par la consommation. »

” « Ces énergies ne peuvent s'insérer dans le réseau que parce que leur variabilité aléatoire est compensée par des énergies pilotables, notamment nucléaire. Or plus on les développe grâce à des subventions publiques, plus les centrales pilotables perdent de leur rentabilité, et plus le réseau devient instable. De plus les charges croissantes de réseau sont masquées par leur financement par la taxe TURPE, ce qui ne permet pas de mesurer les inconvénients économiques des énergies intermittentes. Pourquoi ne pas imposer à ces énergies d'assurer leur variabilité par des dispositions à leur charge, et supprimer les subventions qui leur permet artificiellement d'être compétitives avec les énergies pilotables non subventionnées et intrinsèquement fiables ? » [Question sans réponse de RTE à ce jour.]

Plusieurs participants **accusent les pays voisins, au travers des mécanismes européens, de nuire à la France en lui imposant des conditions de rachat injustes**. Ces conditions empêcheraient l'Hexagone de pleinement profiter de son parc nucléaire, qui lui garantit pourtant une électricité décarbonée, à l'inverse de l'Allemagne notamment. Pour ces participants, **revoir ces mécanismes européens** est indispensable pour **garantir à la France la souveraineté, la stabilité de son réseau** et la disponibilité de l'énergie à un **prix juste pour le consommateur**. Les termes employés sont souvent virulents (« Etats-voyous »). Certains de ces participants insistent sur la nécessité de faire de nouveau de l'électricité un service public et non un marché.

” « Que le gouvernement français retrouve la raison, une vision cohérente à long terme, et enfin bénéfique aux Français. Et cesse sa capitulation face aux directives européennes, pour des pays voisins qui ont à cœur de bousiller notre énergie nucléaire tout en étant bien contents d'en bénéficier quand ça les arrange. »



« Nous avons dépensé plus de 45 Md€ de subventions en 15 ans pour se doter de 50Gw de vent et soleil, qui n'ont pas pu pendant la crise des corrosions sous contraintes du parc nucléaire assumer le manque de production. C'est la CSPE qui majoritairement paye ces subventions, plus de 25€/ MWh (estimé à 42 sous ARENH), il a fallu encore l'augmenter d'où les taxes sur l'essence car l'électricité devenait moins compétitive au sens européen. »



« Bien sûr on ne peut que se réjouir du bilan positif de 90Twh exportés pour 5md€ nous dit-on, d'ailleurs au passage, pourquoi cette production ne profite pas à la France ? Ce qui fait un prix inférieur au prix de revient du nucléaire estimé par la cour des comptes à 60€/MWh, de plus étant presque totalement décarbonée l'Allemagne par exemple gagne encore 18€/MWh dû à l'impact carbone. (...) On ne peut pas dire que la France profite de sa position stratégique et des coûts énormes pour la qualité de son réseau au sein du pays et de l'Europe, mais au moins que ces efforts soient justement rémunérés... Pour moi c'est loin d'être le cas et je dirais plus, l'Europe se ligue Contre la réussite Français de l'électricité et sous couvert de propos fallacieusement verts a obtenu son graal : la destruction du service national Français EDF et causé par sa saignée continue de tous bords sa ruine financière. »



« [Les Espagnols] demandent encore plus de capacité dans les liaisons avec la France, pour pouvoir profiter gratuitement de ce secours, appelé résilience, apporté notamment par le nucléaire que, par ailleurs, ils dénigrent, mais aussi vendre massivement leur production qui, malheureusement, n'est pas toujours en phase avec les besoins. Ce qui diffuse un poison à régler par la communauté raccordée. »



« Il est temps d'arrêter de revendre notre électricité "nucléaire historique" à 42€/MWh aux brokers et de rétablir le lien EDF/ERDF afin d'avoir le plein financement. La redevance ERDF au kWh est insuffisante pour maintenir/développer le réseau pour les nouveaux usages. (...) La vente de notre électricité nucléaire "au prix fort EDF" sans fausse concurrence, pour l'usage non prioritaire qu'est l'IA comme pour les autres usages, pourrait permettre de changer la donne. Financer de nouveau directement ERDF via EDF en faisant en sorte que les énergies renouvelables ne soient plus artificiellement valorisées remettrait les pendules à l'heure. »



« Plus le réseau est grand plus il est facile de partager les dysfonctionnements majeurs, perte d'ouvrage : ligne grande puissance, groupe important. Rien n'empêchait la comptabilisation au juste prix des volumes échangés. Malheureusement peu à peu sournoisement les buts ont changé, politiquement avec l'obtention par les prédateurs Européens mais pas que, de la privatisation de nos services nationaux de l'énergie, Edf notamment et la transformation du réseau en bourse de l'électricité ou les usagers devenus clients sont variables d'ajustement et dans tous les cas payent cher le service et par la facture et par leurs impôts, une gabegie à plusieurs étages savamment vendue auprès des plus ignorants qui veulent y croire. »



« L'électricité est pour moi un enjeu régalien pour notre pays qui n'a pas de ressources naturelles facilement accessible, il ne faut pas se leurrer, le monde dépend du charbon gaz et pétrole à 70% et ne cesse de croître en ce sens, tout ce qui est fait de manière obscure maintenant sur notre marché de l'électricité, notamment à l'ouverture soi-disant de la concurrence, a produit une explosion des prix, jusqu'à 3 fois avec les US par ex rendant en partie l'Europe Out. Le Co² n'est pas gagnant ni les citoyens, les voyous boursicotiers font affaire. Que peut-il être fait pour revenir à des valeurs plus saines et efficaces ? Qui donne la priorité aux moyens de production, le marché avec des installations subventionnées ? On a vraiment besoin d'explications plus claire sur le sujet dans ce contexte international belliqueux.» [Question sans réponse de RTE à ce jour.]

Pour certains cependant, les **outils numériques doivent permettre de mieux intégrer les énergies intermittentes au réseau**, via la *smart grid*. La notion de réseau décentralisé, reposant sur des boucles locales, est également

évoquée. Pour certains de ces participants, il est donc à la fois **possible et souhaitable de recourir aux ENR**, en se passant de nouvelles ressources nucléaires.



« L'électricité d'origine renouvelable, c'est-à-dire produite par des panneaux photovoltaïques, des éoliennes, etc., est décentralisée et intermittente : elle dépend de la météo. Cette façon de produire l'électricité ne peut pas être gérée de la même manière que celle provenant des centrales de production classiques. L'objectif est évidemment de maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande d'électricité. Pour cela, il faut pouvoir piloter les flux en temps réel. C'est pour relever ce défi qu'ont été imaginés les smart grids. (...) Afin d'atteindre l'objectif de neutralité carbone, la part des énergies renouvelables (EnR) dans le mix énergétique doit être augmentée le plus rapidement possible mais sans recourir au « nouveau nucléaire ». »



« Avec l'intégration rapide de sources peu commandables, foisonnantes et distribuées, il est nécessaire de revisiter le modèle assurant l'équilibre globale du système électrique. De centralisé, ce modèle aurait bénéficié à se transformer pour s'adapter. Le modèle "boucles locales" interconnectées dans un supergrid aurait mes faveurs. »

Des participants s'interrogent par ailleurs sur la **capacité de la France et des collectivités territoriales à tenir leurs engagements en matière de développement des ENR**, en questionnant notamment le dimensionnement suffisant du réseau.



« Dans la région Grand Est, le potentiel de production reste particulièrement élevé, porté à la fois notamment par les installations éoliennes existantes et par ces dynamiques photovoltaïques plus localisées et souvent moins rapides à émerger au sens décisionnel et de leur planification. Cependant, les investissements nécessaires pour adapter le réseau électrique à l'accueil de ces nouvelles productions apparaissent très supérieurs aux trajectoires qui semblent prévues dans le Schéma Décennal de Développement du Réseau (SDDR). Question : dans ce contexte, quelles solutions ou stratégies peuvent être envisagées pour permettre aux territoires d'atteindre leurs objectifs et de respecter leurs obligations en matière de développement des énergies renouvelables, alors même que le réseau risque de ne pas être en mesure d'absorber l'ensemble de cette production à court ou moyen terme et de refuser ces nouveaux raccordements ? » [Dans sa réponse, RTE revient sur la manière dont sont élaborés ses scénarios et rappelle que sa stratégie « conduit à ne pas construire toutes les infrastructures nécessaires pour raccorder l'ensemble des remontées des producteurs, ni les objectifs des collectivités territoriales, dès lors que leur somme excède les objectifs fixés par l'Etat. »]

Pour certains au contraire, c'est **l'énergie nucléaire qui n'est adaptée aux enjeux écologiques et énergétiques**. Certains accusent la planification énergétique actuelle de pousser à tout prix le recours au nucléaire.



« Reconsidérer la pertinence de la production d'hydrogène bas carbone et de son médiocre rendement énergétique global (entre 10 et 20 % seulement) issu majoritairement à partir de centrales nucléaires (dont le rendement énergétique ne dépasse pas les 30 %). »



« Ces choix ne sont pas neutres. Ils résultent d'un intense travail d'influence de la part de groupes industriels, avec la complicité active de l'État, qui refuse obstinément de remettre en cause un modèle de production centralisé, énergivore et obsolète. À rebours des discours sur la transition, la planification actuelle agit comme un cheval de Troie : elle ouvre la voie à la relance du nucléaire civil sous couvert de décarbonation, légitime l'usage massif de l'électricité pour des usages non prioritaires (comme le fonctionnement permanent de serveurs informatiques), et invisibilise les alternatives réellement vertueuses. Le cas de l'hydrogène est emblématique. Présenté comme une solution miracle, il devient un levier pour justifier la construction de nouveaux réacteurs nucléaires, alors même que l'efficacité énergétique de ce vecteur est extrêmement faible lorsqu'il est produit à partir de l'électrolyse alimentée par le nucléaire. C'est un gaspillage d'énergie primaire, un détournement des investissements publics, et une fuite en avant technologique. On détourne l'attention des véritables urgences : l'isolation thermique des bâtiments, le développement des transports collectifs, ou encore la sobriété numérique. »

Sécurité du réseau (malveillance, climat)

En plus de la stabilité du réseau face aux variations de production, des participants s'interrogent sur les **enjeux de sécurité** face à une triple menace : les **actes de malveillance** divers, les actes de guerre dans un **contexte géopolitique de plus en plus tendu**, et les **aléas dus au changement climatique**. Les solutions proposées sont diverses et concernent surtout la résilience face aux événements climatiques : **l'enfouissement des lignes** et la **décentralisation du réseau** sont notamment mentionnés.



« Ces événements — actes de sabotage et catastrophes climatiques — montrent que le réseau électrique, bien qu'essentiel, est insuffisamment protégé face aux menaces physiques. Ils soulignent l'importance de :

- Diversifier les sources d'énergie renouvelables (production décentralisée), tout en agissant sur la sobriété et l'efficacité énergétique.
- Adapter les réseaux aux nouvelles réalités climatiques.
- Solutions alternatives à la ligne électrique aérienne. »



« Enfin être inattaquable, c'est à dire veiller à ce que les appareils de production, de stockage et de consommation d'électricité ne puissent être infectés et pilotables de l'étranger. Je pense en particulier aux onduleurs. Cette question devrait relever de la Défense Nationale. Pour l'industrie, je pense que les mini centrales nucléaires doivent être envisagées car plus faciles à concevoir, plus sûres, mais aussi plus faciles à protéger pour les temps de guerre. »

Stockage

Pour certains participants, la multiplication des sources d'énergie, dont certaines intermittentes, implique nécessairement d'ouvrir une **réflexion sur le stockage** de l'électricité produite. **L'hydrogène bas-carbone est fréquemment critiqué**, notamment du fait de son faible rendement. Un **recours accru à l'hydraulique** est par ailleurs suggéré. Le cas des **batteries de véhicules** fait l'objet de doutes, eu égard, entre autres, à son coût écologique et à la forte dépendance envers des pays tiers que génère l'importation des matériaux pour les construire.



« La croissance rapide de la production au travers de micro sources (éoliennes, photovoltaïque) va continuer. Pour que la capacité réelle de notre système électrique augmente, en attendant les nouveaux EPR, il est nécessaire d'augmenter notre capacité de stockage. Et tant qu'à faire, autant stocker à proximité des productions si c'est possible. Je regrette que le plan ne prévoise aucune nouvelle structure de stockage ou de simple production hydraulique, alors que c'est renouvelable, bas carbone et pilotable. »



« La construction de stockage avec des batteries métalliques, qu'elles soient neuves ou dans le cadre d'une seconde vie après avoir servi par exemple dans l'automobile, doit être fait avec précautions. La consommation de métaux, en particulier extraits dans d'autres pays, ne participe ni à l'indépendance énergétique, ni à un meilleur respect des ressources de la planète. »



« Afin de lisser la production électrique des énergies renouvelables ne serait-il pas possible d'envisager des solutions de stockage chez les particuliers produisant l'électricité avec des panneaux solaires, afin de le restituer au moment où il y en aurait besoin notamment la nuit ou les jours sans soleil aucun ? Aujourd'hui il est possible d'installer chez soi un système de stockage, mais le coût actuel est dissuasif alors qu'il éviterait de surcharger le réseau par réinjection du surplus de production et à un moment où le besoin n'est pas forcément important » [Dans sa réponse, RTE revient sur la manière dont ce sujet a été pris en compte dans les différents scénarios, et des conditions nécessaires pour que solution s'avère bénéfique.]

Impacts environnementaux

Plusieurs participants s'inquiètent des **impacts environnementaux des infrastructures** électriques, sur les paysages et la biodiversité notamment. Des **conséquences sur le tourisme, l'immobilier et l'agriculture** sont également redoutées. Certains évoquent également des risques pour la **santé humaine et celles des animaux d'élevage** induits par la proximité des lignes électriques. Les projets en Crau et Camargue, ou sur les Costières de Nîmes, sont notamment pointés du doigt par des associations locales. Certaines évoquent un **impératif de concertation**, au cours de laquelle toutes les alternatives devraient pouvoir être étudiées.



« Les paysages viticoles jouent un rôle clé dans l'attractivité touristique, notamment pour l'œnotourisme et contribuent à l'économie locale. Les implantations d'infrastructures électriques, en particulier les lignes aériennes de haute et très haute tension, peuvent avoir des impacts significatifs sur ces paysages : Modification des perceptions paysagères : la taille des pylônes et le passage des lignes peuvent altérer la lecture des terroirs, en dénaturant des paysages emblématiques. Répercussions économiques et touristiques : une transformation des paysages viticoles peut affecter l'image des produits d'appellation et réduire l'attractivité des routes touristiques et des domaines viticoles. Impact sur les activités agricoles : le tracé et l'entretien des infrastructures peuvent contraindre certaines pratiques culturelles et limiter le développement de l'agriculture de qualité. En mettant en difficulté financière des agriculteurs déjà éprouvés par des crises multifactorielles, provoquant des pertes de plusieurs centaines d'emploi dans les secteurs de l'œnotourisme. »



« Certains agriculteurs se disent également inquiets des effets du champ électromagnétique sur leurs animaux quand d'autres n'hésitent pas à interroger l'impact du projet sur la santé des habitants eux-mêmes. Le Centre international de recherche contre le cancer (Circ) a notamment classé en 2022 les champs magnétiques d'extrêmement basses fréquences, c'est-à-dire ceux émis par les dispositifs de transport d'électricité, comme cancérigènes possibles. »

Peu évoqué par rapport à l'impact paysager, **l'impact sur la biodiversité** a été plus abondamment soulevé dans le SQR. C'est le cas notamment de la **biodiversité en mer**, évoquée par une association préoccupée par les parcs

éoliens offshore, mais aussi de l'**avifaune**, qui a fait l'objet d'une série de questions posée par la LPO. D'autres questions reviennent sur les impacts locaux suscités par certains projets spécifiques, comme l'interconnexion dans le golfe de Gascogne.



« Le projet d'interconnexion golfe de Gascogne se fait dans un élan de souveraineté énergétique important à l'échelle Européenne et permet de raccorder des territoires dans un objectif d'échange électrique. Le 14 Aout 2024, la justice a suspendue les études de pré-travaux pour des raisons environnementales. Dans ce contexte, n'y a-t-il pas un oxymore entre raccordement autour d'énergies décarbonées et coup porté à l'environnement ? Est-ce que ce projet n'est-il pas au carrefour entre souveraineté énergétique et dommages environnementaux, recensés par les organisations environnementales locales ? En d'autres termes ce projet s'inscrit-il dans une géopolitique locale de l'environnement au sein d'un enjeu européen de l'énergie ? » [Question sans réponse de RTE à ce jour]

Décarbonation de l'industrie et prévision des tendances de consommation

Des participants **doutent de la faisabilité d'une décarbonation importante de l'industrie**. Ils justifient essentiellement leur position en pointant des raisons économiques.



« Il semble assez peu probable que sous contraintes financières, il puisse y avoir décollage de la décarbonation de l'industrie. Payer pour des engrais décarbonés ou du ciment décarboné 3 à 4 fois plus cher que celui carboné (plans de transition sectoriels de l'ADEME) ne semble pas réaliste. (...) Ainsi, il semble que de manière générale les scénarios n'aient pas posé la question de la soutenabilité économique et politique de la décarbonation et réindustrialisation du pays. Certes, un volontarisme politique a existé avec le "quoi qu'il en coûte" avec un subventionnement massif à la décarbonation des industriels pour les pousser à électrifier de manière directe ou indirecte. Accompagner les filières industrielles est louable et bien entendu les industriels ont répondu à l'appât de dizaines de milliards d'euros sur la table. Cependant, la réflexion n'a pas été poussée sur les débouchés et la rentabilité sur le marché intérieur européen et à l'international. Quel raisonnement peut-on conduire sans augmentation significative des coûts de production (par la décarbonation en particulier l'électrification indirecte) et sans baisse massive du pouvoir d'achat des français dans un marché européen concurrentiel, et en maintenant des débouchés possibles à l'international ? » [RTE, dans sa réponse, revient sur le double objectif de réindustrialisation et de décarbonation, et fournit des données socio-économiques incluant notamment les surcoûts liés à l'électrification.]

D'autres s'interrogent sur les scénarios retenus pour le SDDR et souhaitent que soient davantage examinés des **scénarios s'appuyant sur une consommation d'électricité stable, voire baissière** et que les projets de nouveaux centres de production d'électricité soient réévalués en tenant compte de ces hypothèses.



« Il ne s'agit pas de la vision de l'évolution de la demande ou de la production vue de manière prévisionnelle mais de prospective en accord avec les objectifs publics de décarbonation. L'expertise de RTE présentée comme indépendante souhaite ainsi coller au narratif de scénarios auto-réalisateurs de la SNBC ou de la PPE et non aux réalités économiques et industrielles du pays. » [RTE, dans sa réponse, rappelle la manière dont se sont construits les scénarios retenus et les hypothèses sur lesquelles ils se basent.]



« Alors que certains demandent un moratoire sur les capacités EnR, il n’y a aucune raison de ne pas se poser la même question pour la pertinence du programme EPR2 pour une consommation européenne atone. Ainsi, un scénario de consommation atone voire baissier doit s’accompagner d’une révision de l’offre de production associée. Cela a pour conséquence de réviser les trajectoires d’investissements pour le raccordement pour la consommation, mais en plus pour la production ; mais surtout les besoins de renforcement du réseau par la levée des besoins d’évacuation de production, en particulier la production EnR diffuse et l’éolien en mer s’il devait être amené à être modifié. » [RTE, dans sa réponse, rappelle que le SDDR doit permettre la bascule des énergies fossiles vers l’électricité décarbonée, nécessaire pour renforcer la souveraineté énergétique et atteindre la neutralité carbone.]

Remarques relatives au débat public

De nombreux participants soulignent la **grande complexité du sujet traité**, d’autant que celui-ci oblige à établir des **prévisions** qui, par nature, souffrent de **nombreuses incertitudes**. Quelques-uns s’interrogent sur la **place du citoyen dans une telle réflexion**, qui leur paraît nécessiter une certaine expertise. Un internaute souligne la **faible participation à certains évènements** du débat et regrette qu’il ne se clôture avant que la programmation pluriannuelle de l’énergie n°3 soit adoptée.



« Pourquoi faire un débat public sur un sujet qui mobilise une centaine d’ingénieurs/docteurs spécialistes ? Pour dédouaner RTE du prochain black-out lié aux ENR intermittentes ? Pour justifier la prochaine subvention déguisée aux renouvelables ? Pourquoi ne pas se contenter de suivre l’optimisation technique/économique/environnementale des vrais spécialistes du secteur ? » [RTE, dans sa réponse, rappelle les modalités légales de saisine de la CNDP.]



« Ma question s’adresse à la CNDP et à la CPDP. Ce débat public a nécessité, comme tous les débats publics, la mise en œuvre de moyens et de ressources importants du maître d’ouvrage mais aussi de la CNDP. Or la participation du public a été extrêmement faible (hier soir 70 personnes connectées au webinaire de clôture dont une majorité liée à RTE). Cela interroge forcément sur la pertinence de tels débats publics sans aucune audience ou presque. Partagez-vous mon avis ? Ne faudrait-il pas restreindre le champ du débat public ? un débat public ... sans public : à quoi cela rime-t-il ? »



« Bien entendu on ne peut que se féliciter du travail que fait la CNDP. Et je n’ai pas de solution miracle. Cependant je suis surpris que ce « portail » se ferme prochainement, alors que le PPE3 n’est toujours pas votée et est fortement remise en question par l’ensemble des acteurs du secteur depuis des mois, tant sur les plans qualitatifs que quantitatifs. »

A noter qu’un participant **souligne la densité des informations fournies**, mais **regrette qu’elles ne soient pas données dans un format pleinement exploitable**.

Questions sur des points particuliers

Des participants ont finalement utilisé le SQR pour solliciter RTE sur des points très précis. On peut ainsi citer :

- l’évolution du niveau HTB1 ;
- l’augmentation du niveau de tension de 400 kV, qui serait porté à 500 kV par exemple ;
- les choix logiciels qui seront opérés dans le futur, et les concertations menées à cette fin (question sans réponse de RTE à ce jour) ;
- le renouvellement des pylônes, et l’implication esthétique des futurs équipements ;
- l’intégration aux scénarios de la production hydrolienne ;

- les recharges de batteries effectuées la nuit au domicile et/ou en autoconsommation, et leurs implications sur le réseau (question sans réponse de RTE à ce jour) ;
- l'usage de produits phytosanitaires aux abords des infrastructures ;
- un engagement souhaité de la part de RTE à recourir à des fournisseurs locaux ;
- un souhait de déplacement du projet « Gila » (question sans réponse de RTE à ce jour).